



Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée

Distr. générale
26 mars 2011
Français
Original: anglais

Groupe de travail sur le trafic illicite de migrants

Vienne, 30 mai-1^{er} juin 2012

Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

**Bonnes pratiques et difficultés rencontrées dans les domaines
de la coopération et de la coordination, y compris en matière
d'échange de renseignements et autres informations, dans
le cadre de la lutte contre le trafic de migrants**

Difficultés et bonnes pratiques dans les domaines de la coopération et de la coordination, y compris en matière d'échange de renseignements et autres informations, dans le cadre de la lutte contre le trafic illicite de migrants

Note du Secrétariat

I. Introduction

1. Conformément à la résolution 5/3 de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, un groupe de travail intergouvernemental provisoire à composition non limitée sur le trafic illicite de migrants a été créé pour conseiller la Conférence et l'aider à s'acquitter de son mandat en ce qui concerne le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée.

2. Dans cette résolution, la Conférence priait instamment les États parties d'élaborer des lois permettant de maximiser les possibilités de coopération internationale, y compris en matière d'extradition et d'entraide judiciaire, ou de renforcer les lois existantes, selon qu'il conviendrait. Par ailleurs, elle recommandait que les États parties assurent ou renforcent, selon qu'il conviendrait, la coordination interinstitutions et les engageait à envisager d'établir et de maintenir, selon qu'il conviendrait, des voies de communication directes entre les services chargés du contrôle des frontières et de resserrer la coopération entre les services de détection et de répression.

* CTOC/COP/WG.7/2012/1.



3. La première session du Groupe de travail doit se tenir à Vienne (Autriche), du 30 mai au 1^{er} juin 2012.
4. Le présent document d'information a été établi par le Secrétariat pour faciliter les discussions du Groupe de travail.

II. Sujets de discussion

5. Le Groupe de travail sur le trafic illicite de migrants souhaitera peut-être examiner les questions suivantes, qui serviraient de base à ses délibérations:

- Comment rendre la coopération formelle plus efficiente?
- Quels types d'accords et d'arrangements de coopération les États parties peuvent-ils conclure pour intensifier les efforts visant à prévenir et combattre le trafic illicite de migrants et à protéger les droits des migrants objet de ce trafic?
- Comment mettre en commun les informations de manière efficiente et sécurisée?
- Quelles instances peut-on utiliser pour partager des informations et échanger des données d'expérience?
- Comment les États parties peuvent-ils partager les ressources et les compétences techniques en matière d'élaboration et de mise en œuvre de la formation?
- Comment harmoniser la formation visant à renforcer les mesures de lutte contre le trafic illicite de migrants?
- Comment aider les services et acteurs chargés des enquêtes à surmonter les problèmes de langue, de culture, de bureaucratie et de confiance dans le cadre de leurs efforts de coopération avec des partenaires d'autres pays?
- Comment renforcer la coopération internationale de manière à protéger les témoins dans les poursuites relatives au trafic illicite de migrants?
- Comment les États parties peuvent-ils appuyer au mieux les poursuites se déroulant en dehors de leur territoire?
- Comment renforcer la coopération dans l'utilisation des techniques d'enquête spéciales sans compromettre la vie et la sécurité des migrants?
- Quels sont les modèles de meilleures pratiques pour le partage des informations et des renseignements dans le cadre de la lutte contre le trafic illicite de migrants?
- Devrait-on réexaminer et modifier la législation pour faciliter la coopération concernant le retour des migrants objet d'un trafic illicite?
- Devrait-on mettre en place ou modifier des accords et arrangements permettant de faciliter la coopération concernant le retour des migrants objet d'un trafic illicite?

- Comment renforcer la coopération avec des organisations régionales et internationales, ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales compétentes, pour faciliter le retour?

III. Bref exposé des problèmes et pistes d'action possibles

A. Coopération informelle et formelle

6. La coopération internationale est essentielle pour prévenir et combattre le crime transnational organisé de trafic illicite de migrants. Un cas de trafic peut donner lieu à des enquêtes et des poursuites dans plusieurs pays, nécessitant une coopération efficace entre les acteurs de la justice pénale. Les méthodes formelles et informelles de coopération internationale sont toutes aussi importantes pour faire en sorte que les auteurs du trafic illicite de migrants ne restent pas impunis. En fonction de la situation, une méthode peut être plus appropriée ou plus réalisable que l'autre. Dans de nombreux cas, des méthodes formelles et informelles peuvent être adoptées en parallèle pour lutter contre le trafic illicite de migrants.

7. La coopération internationale formelle peut s'appuyer sur des traités ou accords bilatéraux, multilatéraux ou régionaux, y compris des accords relatifs à l'extradition et à l'entraide judiciaire dans les affaires pénales. En l'absence de tels accords, la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée constitue le socle de la coopération entre les États parties. Lorsqu'il n'y a pas de cadre conventionnel pour la coopération internationale, la bonne pratique consiste pour les États à coopérer sur la base de la courtoisie et de la réciprocité.

8. La coopération formelle a pour principal avantage de permettre l'admissibilité des preuves devant le tribunal. Lorsque des mesures coercitives sont requises, elle est souvent la seule option possible. Toutefois, les conditions de la coopération formelle impliquent souvent un coût et des délais importants, rendant cette forme de coopération inefficace lorsqu'une réponse urgente est demandée, par exemple, pour intercepter des cas de trafic illicite de migrants où la vie et la sécurité des personnes sont menacées. La bonne pratique face à ce problème est de veiller à ce que le personnel susceptible de devoir demander ou fournir une coopération formelle soit doté des informations et des ressources nécessaires pour procéder ou répondre à des demandes de manière aussi efficiente que possible, et sache quand il peut solliciter une coopération informelle avant la coopération formelle ou même à la place de cette dernière.

9. La coopération informelle implique que des contacts opérationnels soient établis entre les services de police pour demander et fournir une assistance dans le cadre des enquêtes en vue de faciliter l'échange sûr et rapide d'informations. Les dispositions nécessaires peuvent être prises à cette fin entre les fonctionnaires de police ou les services compétents. Lorsque des objectifs de poursuites ont été définis, les communications devront éventuellement être formalisées de manière à assurer l'admissibilité des preuves devant le tribunal.

10. La coopération informelle a pour principaux avantages d'être plus efficiente, plus souple et moins chère que la coopération formelle, et peut donc être plus appropriée lorsque le facteur temps est essentiel pour protéger des vies et la sécurité. Toutefois, le recours à cette forme de coopération entraîne certains

problèmes et risques majeurs. Des informations mal utilisées peuvent compromettre des opérations ou exposer les agents des services de détection et de répression et les migrants à des risques. La bonne pratique pour réduire ces risques consiste à s'assurer que les agents savent à qui s'adresser avant de solliciter une coopération informelle et ont la capacité d'évaluer les risques au préalable. La désignation d'unités et d'agents de liaison peut aussi faciliter la coopération informelle et la protection des communications informelles.

11. Un certain nombre de difficultés entravent la coopération à la fois formelle et informelle entre les services de détection et de répression. Il s'agit notamment de la diversité des systèmes juridiques et des structures de détection et de répression, de l'absence de canaux de communication pour échanger des informations et des renseignements, de la diversité des approches et des priorités, de problèmes d'ordre culturel et linguistique et d'un manque de confiance entre les acteurs concernés. Le rôle joué par les individus est l'élément le plus important pour renforcer la coopération internationale. La bonne pratique consiste pour les États parties à s'assurer que les praticiens et leurs homologues dans d'autres pays connaissent les procédures et conditions de coopération, et de doter les praticiens des ressources nécessaires pour demander et fournir une coopération, dont des ressources humaines (pour la traduction par exemple) et techniques. Une autre bonne pratique consiste également pour les États parties à utiliser des outils de coopération tels que le Répertoire des autorités nationales compétentes et le Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire de l'UNODC, tous deux signalés en annexe.

12. L'article 17 du Protocole relatif aux migrants demande aux États parties d'envisager la conclusion d'accords et d'ententes visant à établir des mesures plus appropriées et efficaces pour prévenir et combattre le trafic illicite de migrants et de développer les dispositions du Protocole. La bonne pratique à cet égard consiste à rendre compte de l'objectif principal du Protocole dans ces accords ou arrangements, notamment en prévenant et combattant le trafic illicite de migrants tout en protégeant les droits des migrants objet d'un tel trafic.

B. Partage d'informations et de renseignements

13. Aux termes du paragraphe 1 de l'article 10 du Protocole relatif aux migrants, les États parties, en particulier ceux qui ont des frontières communes ou sont situés sur des itinéraires empruntés pour le trafic illicite de migrants, échangent des informations pertinentes concernant notamment: les points d'embarquement et de destination ainsi que les itinéraires, les transporteurs et les moyens de transport utilisés pour le trafic illicite de migrants; l'identité et les méthodes des organisations ou groupes criminels organisés impliqués; l'authenticité et les caractéristiques des documents de voyage délivrés par un État partie, ainsi que le vol de documents de voyage ou d'identité vierges ou l'usage impropre qui en est fait; les moyens et méthodes de dissimulation et de transport des personnes, la modification, la reproduction ou l'acquisition illicites ou tout autre usage impropre de documents de voyage ou d'identité, et les moyens de les détecter; les données d'expérience d'ordre législatif ainsi que les pratiques et mesures tendant à prévenir et à combattre le trafic illicite de migrants; et des questions scientifiques et techniques présentant une utilité pour la détection et la répression, afin de renforcer mutuellement leur

capacité à prévenir et détecter le trafic illicite de migrants et les actes connexes et à mener des enquêtes sur ces actes.

14. Bien que l'article 10 suggère que ces informations devraient être échangées en particulier entre des États parties qui ont des frontières communes ou sont situés sur des itinéraires empruntés pour le trafic, la bonne pratique consiste à essayer de procéder à un échange d'informations aussi large que possible au niveau régional et transrégional, de façon à ce que les auteurs du trafic ne puissent pas simplement réorienter leurs itinéraires vers des régions où il n'y a pas de coopération.

15. L'échange d'informations n'est utile que s'il est effectué entre des parties prenantes compétentes qui peuvent agir en fonction des informations reçues. La bonne pratique consiste pour les États à créer un système ou un mécanisme de coopération intégré pour échanger des informations entre les autorités chargées de la détection et de la répression, des frontières, de l'immigration et autres autorités concernées et coordonner les activités.

16. Le paragraphe 2 de l'article 10 du Protocole relatif aux migrants prévoit que les États parties qui reçoivent des informations soumettent leur usage aux restrictions imposées par l'État partie qui les a communiquées. Face à la réticence qui peut être rencontrée pour partager des informations pour des questions de sécurité des informations, la bonne pratique consiste à mettre en place des méthodes de protection qui ne permettent qu'aux personnes qui ont besoin de ces données d'y avoir accès. Des sanctions devraient en outre être appliquées à ceux qui divulguent des informations ou en font un usage improprie.

17. Les États sont réticents à partager des informations s'ils ne voient pas les bénéfices que cela génère. Si les États ne sont pas informés des avantages directs ou indirects qui découlent pour la justice pénale du partage des informations, il est moins probable qu'ils communiquent à nouveau des informations à l'avenir. Pour promouvoir activement le partage des informations, la bonne pratique consiste pour les États qui reçoivent les informations à faire savoir aux États qui les ont communiquées quels résultats ont été obtenus grâce à cette procédure.

C. Formation et assistance technique

18. Le paragraphe 1 de l'article 14 du Protocole relatif aux migrants oblige les États parties à organiser ou renforcer des programmes de formation spécialisée des agents des services d'immigration et autres agents compétents concernés par la prévention du trafic illicite de migrants et le traitement humain des migrants objet d'un tel trafic. En outre, le paragraphe 2 de l'article 14 du Protocole demande aux États parties de coopérer entre eux et avec les organisations internationales, les organisations non gouvernementales et les autres organisations compétentes ainsi qu'avec d'autres éléments de la société civile, selon qu'il convient, pour assurer une formation adéquate, en vue de prévenir, de combattre et d'éradiquer le trafic illicite de migrants et de protéger les droits des migrants objet de ce trafic.

19. En vue d'harmoniser la compréhension du trafic illicite de migrants et la réponse de la justice pénale à ce problème, la bonne pratique consiste pour les États parties à coopérer dans le domaine de l'élaboration et de l'exécution des programmes de formation. La formation conjointe du personnel qui est tenu de

coopérer peut permettre une mise en commun efficace des ressources pour appuyer des objectifs communs, une meilleure compréhension des problèmes propres à chaque pays et la promotion de relations de coopération entre des partenaires de différents États.

20. Les États peuvent aussi envisager d'utiliser les matériels de formation mis au point par des organisations internationales, tels que les manuels de formation de base et approfondie sur les enquêtes et les poursuites relatives au trafic illicite de migrants de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. Ces outils rendent compte des meilleures pratiques internationales, sont compatibles avec tous les systèmes juridiques des pays d'origine, de transit et de destination, et sont conçus pour pouvoir être adaptés au contexte local d'un pays.

21. Le paragraphe 3 de l'article 14 du Protocole relatif aux migrants demande aux États parties d'envisager d'apporter une assistance technique appropriée aux pays d'origine et de transit. La bonne pratique renforce cette recommandation en élargissant l'assistance technique aux pays de destination qui n'ont pas les connaissances, les informations, les capacités et les ressources nécessaires pour lutter contre le trafic illicite de migrants.

D. Enquêtes et poursuites

22. L'un des défis des enquêtes menées dans le domaine de la criminalité transnationale organisée est de veiller à ce que les méthodes d'enquête soient également transnationales. Sans une coopération adéquate pour enquêter sur le trafic illicite de migrants, les auteurs du trafic peuvent échapper à la justice en se réinstallant ailleurs et en déplaçant leurs activités et leurs avoirs de façon à être hors de portée de l'équipe d'enquête. La bonne pratique consiste à faire en sorte qu'il y ait une bonne coopération le long des itinéraires empruntés pour le trafic afin d'éliminer toute zone d'impunité. Le défi pour la coopération internationale dans le cadre des enquêtes sur le trafic illicite de migrants est de surmonter les obstacles liés à la langue, à la culture, à la bureaucratie et au manque de confiance entre les services concernés.

23. L'article 20 de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée encourage les États parties à coopérer dans l'utilisation des techniques d'enquête spéciales. Cette coopération pose des problèmes particuliers dans le domaine des enquêtes sur le trafic illicite de migrants. Ce sont des êtres humains qui font ici l'objet d'un trafic. Leur vie et leur sécurité doivent prendre le pas sur les objectifs en matière d'enquête. La coopération entre les États dans l'utilisation des techniques d'enquête spéciales sera entravée si les États concernés n'accordent pas la même priorité aux droits des migrants. La bonne pratique consiste pour les États parties à coopérer à travers la fourniture des ressources humaines, techniques et autres adéquates ainsi que la mise en place des moyens d'enquête requis pour recourir aux techniques d'enquête spéciales tout en protégeant les droits des migrants conformément au Protocole relatif aux migrants.

24. La nature transnationale du trafic illicite de migrants pose également plusieurs problèmes pour les poursuites des auteurs du trafic. Les témoins et les éléments de preuve peuvent se trouver dans d'autres pays que celui où le procès a lieu, ce qui nécessite une coopération internationale solide pour protéger les témoins contre des

représailles des auteurs du trafic, soutenir leurs témoignages dans des procès qui se tiennent dans d'autres pays, et veiller à ce que des éléments de preuve admissibles soient obtenus dans un pays à des fins de procès dans un autre pays. La bonne pratique face à ces problèmes consiste à permettre aux migrants objet du trafic de rester dans le pays pour participer à la procédure de justice pénale, ou à autoriser l'utilisation de témoignages par liaison vidéo et d'enregistrements vidéo/audio pour que les migrants témoignent depuis le pays dans lequel ils ont été renvoyés.

E. Retour des migrants objet d'un trafic illicite

25. Les États parties sont tenus par l'article 18 du Protocole relatif aux migrants de coopérer pour le retour des migrants objet d'un trafic. Ils sont tenus, si demande leur en est faite, d'accepter de rapatrier leurs ressortissants et d'envisager d'accepter le retour des migrants qui ont ou avaient le droit de résider sur leur territoire, ce qui les oblige à vérifier, sans retard déraisonnable, si les personnes concernées sont des ressortissants ou des résidents, à réadmettre celles-ci et, au besoin, à délivrer tout document ou toute autorisation nécessaire pour leur permettre de revenir.

26. Bien que le Protocole relatif aux migrants ne l'exige pas, la bonne pratique consiste à désigner un organisme unique pour surveiller et coordonner le processus de retour. Les États parties peuvent en outre avoir intérêt à examiner et promulguer ou modifier la législation pour faire en sorte que les agents soient tenus de répondre ou d'envisager de répondre aux demandes de coopération pour le retour de migrants et disposent de l'autorité juridique nécessaire pour émettre des documents de voyage lorsqu'un ressortissant ou résident permanent doit être rapatrié.

27. Le retour des migrants objet d'un trafic soulève des questions importantes de droit international, en particulier de droit relatif aux droits de l'homme, de droit des réfugiés et de droit humanitaire. C'est pourquoi le paragraphe 6 de l'article 18 du Protocole relatif aux migrants note que les États Parties peuvent coopérer avec les organisations internationales compétentes pour organiser le retour. Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation internationale pour les migrations et d'autres entités telles que des organisations non gouvernementales et d'autres acteurs de la société civile peuvent être utiles pour organiser le retour conformément au Protocole relatif aux migrants. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une obligation imposée par le Protocole, la bonne pratique consiste pour les États à conclure des accords de coopération et à renforcer les voies de communication avec les organisations compétentes pour faciliter la coopération relative au retour.

F. Coopération et coordination nationales

28. La coopération et la coordination en matière de trafic illicite de migrants sont complexes. Des réponses nationales globales face à ce problème impliquent nécessairement de nombreux services ayant des mandats différents et des rôles distincts à jouer. Dans la mesure du possible, les stratégies nationales devraient être conformes aux politiques pertinentes ainsi qu'aux efforts faits aux niveaux régional et international pour prévenir et combattre le trafic illicite de migrants. La bonne pratique consiste à élaborer des stratégies nationales en coopération avec d'autres

parties prenantes nationales, régionales et internationales afin de garantir que les rôles soient clairs et que les réponses soient coordonnées et complémentaires.

29. Lors de l'élaboration de stratégies nationales visant à prévenir et combattre le trafic illicite de migrants, il peut être nécessaire d'examiner et de modifier les politiques sur le trafic illicite de migrants et d'autres questions connexes en vue de coordonner le rôle de toutes les parties prenantes. La bonne pratique consiste à mettre en place un organisme de coordination interinstitutions qui s'occupe des questions de trafic illicite de migrants dans tous les services concernés du gouvernement. Cet organisme peut créer un cadre pour des réunions de coordination régulières destinées à harmoniser les réponses et à éviter le chevauchement d'activités. Les organismes centralisés contribuent de manière importante à la coordination stratégique et opérationnelle et peuvent rendre la coopération internationale plus efficiente et efficace. La bonne pratique pour ces organismes est de suivre la mise en œuvre des politiques de lutte contre le trafic illicite de migrants et d'évaluer en conséquence les besoins de formation et de renforcement des capacités.

30. Les États peuvent envisager de nommer un rapporteur national ou un acteur similaire pour suivre les effets de la mise en œuvre des politiques ou plans d'action nationaux sur le trafic illicite de migrants, recueillir et analyser systématiquement les informations obtenues de différents acteurs, et promouvoir la coopération entre les États, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales et les acteurs de la société civile.

Annexe

Outils essentiels et ressources recommandées

Référentiel d'aide à la lutte contre le trafic illicite de migrants de l'UNODC

Le Référentiel d'aide à la lutte contre le trafic illicite de migrants de l'UNODC a été conçu pour aider les pays à appliquer le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Il propose des orientations, offre des pratiques prometteuses et recommande des ressources par domaines thématiques. L'Outil 6 s'intéresse spécialement à la coopération internationale en matière de justice pénale.

www.unodc.org/unodc/en/human-trafficking/migrant-smuggling/toolkit-to-combat-smuggling-of-migrants.html

Manuel de formation de base sur les enquêtes et les poursuites relatives au trafic illicite de migrants de l'UNODC

Le Manuel de formation de base sur les enquêtes et les poursuites relatives au trafic illicite de migrants de l'UNODC est un guide pratique et un outil de formation pour les praticiens de la justice pénale du monde entier. Chacun de ses modules se veut adaptable aux besoins des différents pays et régions et peut servir de base pour mettre à niveau ou compléter d'autres programmes de formation des instituts nationaux de formation.

<http://www.unodc.org/unodc/en/human-trafficking/electronic-basic-training-manual-on-investigating-and-prosecuting-smuggling-of-migrants.html>

UNODC In-depth Training Manual on Investigating and Prosecuting the Smuggling of Migrants

Le Manuel de formation approfondie sur les enquêtes et les poursuites relatives au trafic illicite de migrants de l'UNODC développe le Manuel de formation de base pour promouvoir une compréhension commune des concepts pertinents et encourage les États parties à adopter des approches se renforçant mutuellement dans leurs ripostes contre le crime transnational organisé de trafic illicite de migrants. Le Manuel propose une approche concrète pour les enquêtes et les poursuites en matière de trafic illicite de migrants, et offre des pratiques prometteuses intéressant tous les pays d'origine, de transit ou de destination, indépendamment de leur système juridique.

www.unodc.org/unodc/en/human-trafficking/migrant-smuggling/in-depth-training-manual-on-smuggling-of-migrants.html

Cadre d'action international pour l'application du Protocole relatif aux migrants de l'UNODC

Le Cadre d'action international pour l'application du Protocole relatif aux migrants est un outil d'assistance technique destiné à favoriser l'application efficace du Protocole relatif aux migrants. Il a pour objectif d'aider les États parties et les acteurs non étatiques à déceler et combler, conformément aux normes internationales, les lacunes de leur riposte au trafic illicite de migrants. Il s'appuie

sur des instruments internationaux, des engagements politiques, des lignes directrices et des meilleures pratiques en vue d'une approche globale visant à prévenir et à combattre le trafic illicite de migrants. Il est composé de quatre tableaux traitant des poursuites (et enquêtes), de la protection (et l'assistance), de la prévention, et de la coopération (et coordination).

www.unodc.org/documents/human-trafficking/Migrant-Smuggling/Framework_for_Action_Smuggling_of_Migrants.pdf

Loi type contre le trafic illicite de migrants de l'UNODC

La Loi type contre le trafic illicite de migrants de l'UNODC a été élaborée pour aider les États à appliquer les dispositions du Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Elle vise à faciliter l'examen et la modification de la législation existante, ou l'adoption d'une nouvelle législation, en proposant des dispositions types sur l'incrimination de l'infraction de trafic illicite de migrants; sur la protection et l'assistance offertes aux migrants objet d'un trafic illicite; sur la coopération et la coordination entre organismes; sur la coopération relative au trafic illicite de migrants par mer; et sur les processus de retour des migrants objet d'un trafic illicite.

www.unodc.org/documents/human-trafficking/Model_Law_SOM_F_ebook_V1052716.pdf

Base de données en ligne sur les autorités nationales compétentes de l'UNODC

La base de données comprend les coordonnées de plus de 400 autorités nationales compétentes chargées de recevoir et de traiter les demandes relatives à l'extradition, à l'entraide judiciaire en matière pénale, au transfert de personnes condamnées, au trafic de drogues par mer, au trafic de migrants par mer et au trafic d'armes à feu. En vue de faciliter la communication et la résolution de problèmes entre les autorités compétentes au niveau interrégional, le répertoire contient également des informations sur l'appartenance des États aux réseaux régionaux existants, les exigences juridiques et procédurales à respecter pour les demandes et l'utilisation de la Convention contre la criminalité organisée comme base légale des demandes. Le répertoire en ligne est accessible aux autorités compétentes et aux organismes publics ayant un compte utilisateur.

www.unodc.org/compauth/en/index.html

Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire de l'UNODC

Le Rédacteur de requêtes d'entraide judiciaire aide les États à rédiger des demandes de coopération et d'assistance internationales. Il ne requiert pratiquement aucune connaissance ou expérience en la matière. Il guide les utilisateurs pas à pas tout au long de la procédure de demande pour chaque type d'entraide, en s'appuyant sur des modèles, récapitule toutes les données saisies et produit une demande conforme, complète et bien conçue, prête pour l'étape finale d'édition et de signature. Cet outil peut s'adapter aux règles de fonds et aux règles de procédure de n'importe quel pays, permet à l'utilisateur d'avoir accès aux traités et aux lois nationales, et comprend un système de suivi de la gestion des affaires pour les demandes entrantes

et sortantes. Il est actuellement disponible en anglais, français, espagnol, russe, portugais, bosniaque, croate, monténégrin et serbe.

<http://www.unodc.org/mla/>
